

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AXEREAL

36 Rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : 164/RAPVI/AB/IC230533
Code AIOT : 0010000164

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/09/2023 dans l'établissement AXEREAL implanté LA SABLONNIERE 28210 Coulombs. L'inspection a été annoncée le 27/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection avait pour objectif notamment le contrôle du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage du silo béton n° 1 du site AXEREAL situé à Coulombs.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL
- LA SABLONNIERE 28210 Coulombs
- Code AIOT : 0010000164
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Conformément au tableau défini dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 12/03/2014 actant la situation administrative de ce site, le complexe céréalier de Coulombs de la coopérative agricole AXEREAL relève du régime de l'autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) pour ses activités de stockage en vrac de céréales. Il abrite également un stockage d'engrais liquides et solides soumis à déclaration.

Cet établissement relève du régime de l'autorisation.

Les activités de ce site sont encadrées par les actes administratifs suivants :

- arrêté préfectoral du 20/03/2006 autorisant la coopérative agricole le Dunois à augmenter ses capacités de stockage de céréales, d'engrais liquides, de produits agropharmaceutiques et à créer un dépôt d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium sur son site de Coulombs ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 12/03/2014 actant l'augmentation des quantités d'engrais solides susceptibles d'être stockées sur le site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de l'inspection du 16/06/2020 ;
- action nationale 2023 silos relative à la surveillance des installations et aux installations de transfert de grains.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 20/03/2006, article 7.7.2	NC3 VI du 16/06/2020 Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	30 jours
9	Prescriptions relatives aux silos	Arrêté Préfectoral du 20/03/2006, article 8.1.1.9	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Responsable désignée - Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
2	Consignes de sécurité - Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
3	Permis feu - Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
4	Système de dépoussiérage - Prévention risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
5	Transporteurs à bandes - Prévention risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
6	Installations électriques - Prévention risques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	explosion incendie			
7	Zonage des dangers internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 20/03/2006, article 7.2.2	NC2 VI 16/06/2020 Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Responsable désignée - Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Lors de la visite du 21/09/2023, l'exploitant a indiqué que l'exploitation se fait sous la surveillance d'une personne qu'il a nommément désignée. Cette personne a une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation. Sur demande de l'inspection, l'exploitant a fourni le bilan individuel du responsable silo dont la dernière formation interne prévention des risques incendie et explosion de poussières date du 27/11/2018 (valable jusqu'en novembre 2023). D'après l'attestation du 02/05/2023 établie par la société Dekra, le responsable du silo est par ailleurs titulaire d'une habilitation électrique. Par ailleurs, l'exploitant précise que l'ensemble du personnel est formé à l'application des consignes de sécurité et des procédures d'exploitation. Selon les éléments présentés par l'exploitant, la formation de son personnel fait l'objet d'un plan formalisé pour chaque personne. L'exploitant a précisé que la formation aux risques présentés par les silos est mise à jour et renouvelée régulièrement : tous les 5 ans pour les personnels permanents.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Consignes de sécurité - Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
--

Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et des travaux
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Lors de l'inspection du 21/09/2023, il a été constaté qu'une procédure relative aux consignes de sécurité dénommée « plan d'intervention par site » (version 3 mise à jour le 18/02/2020) était disponible à l'ensemble du personnel sur le site. Sur le plan d'intervention consulté, les zones de dangers sont notamment précisées par des pictogrammes (CMR, dangereux pour l'environnement, ATEX, engrais...) et les moyens de lutte y sont également matérialisés (réserve incendie de 120 m ³ , poteau incendie, colonne sèche et coupure gaz). Aussi, l'exploitant a présenté une procédure commune à tous les sites et intitulée « Consigne incendie » (référence CS002 créée le 22/04/2011 et mise à jour le 20/12/2022). La consultation desdits documents n'a appelé aucune remarque particulière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Permis feu - Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu
Prescription contrôlée : La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Le contrôle par sondage du permis de feu délivré le 03/05/2023 et signé par l'exploitant, au profit de la société SARL Boudet, pour découper l'enrobé d'une dalle béton pour la benne déchets, situé devant le silo (matériel utilisé disqueuse thermique) n'appelle pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Système de dépoussiérage - Prévention risques d'explosion et d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage
Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]

Constats : Pas de non-respect constaté.
<p>Observations :</p> <p>Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage n'appelle pas d'observation.</p> <p>Un état récapitulatif de l'ensemble des contrôles effectués concernant le fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage est joint en annexe 1 du présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Transporteurs à bandes - Prévention risques d'explosion et d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Transporteurs à bande
Prescription contrôlée : [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
Constats : Pas de non-respect constaté concernant les 2 transporteurs à bandes du silo béton n°1.
Observations : Le silo d'ensilage du silo béton n°1 dispose de 2 transporteurs à bandes. Le contrôle par sondage a permis de constater qu'une bande dispose du marquage attestant de sa conformité à la non propagation de la flamme. Le marquage de la seconde bande n'a pas été observé mais l'exploitant, par courriel daté du 21/09/2023, a transmis une attestation de conformité à la non propagation de la flamme datée du 05/12/2022 émise par la société COBRA Europe SAS ainsi que la facture n° MDV23-00671 de ladite bande datée du 14/04/2023. Ce contrôle n'appelle pas d'observation : les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Installations électriques - Prévention risques explosion incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : VI du 21/09/2023 (NC4)
Prescription contrôlée : [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relatives aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : <u>Constat du 21/09/2023 :</u> L'exploitant a présenté le rapport DEKRA n° 115874462301R002 relatif à la vérification des installations électriques du site de Coulombs selon la réglementation ICPE dont la date de vérification est le 26/05/2023.

<p>La périodicité de vérification périodique des installations électriques est respectée au jour de l'inspection.</p> <p>Ce rapport DEKRA n° 115874462301R002 fait état d'un écart technique avec action corrective devant être immédiate dit écart de niveau FORT, relatif à l'électricité statique et aux éventuels courants vagabonds. En effet, page 10/11, le rapport indique l'absence de continuité à la terre au niveau du bureau commercial.</p> <p>À ce titre, une intervention de la société INEO située à Champhol a permis de lever la mise en conformité électrique constatée.</p> <p>Par courriel reçu le 21/09/2023, l'exploitant a fourni la facture n° 8010199196 du 13/09/2023 relative à cette mise en conformité électrique du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 - Zonage des dangers internes à l'établissement - NC2 VI 16/06/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2006, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Caractérisation des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : VI du 16/06/2020 (NC2)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Il distingue 3 types de zones :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les zones à risque permanent ou fréquent, - Les zones à risque occasionnel, - Les zones où le risque n'est pas susceptible de se présenter ou n'est que de durée s'il se présente néanmoins. <p>Pour les zones à risque d'atmosphère explosive due aux poussières, l'exploitant définit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - zone 20 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est présente dans l'air en permanence ou pendant de longues périodes ou fréquemment ; - zone 21 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal ; - zone 22 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles n'est pas susceptible de se présenter ou n'est que de courte durée, s'il advient qu'elle se présente néanmoins. <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphérique potentiellement, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations :

<p><u>Constat NC2 de la visite du 16/06/2020</u> : L'exploitant ne détient pas un dossier tenu à jour comportant les éléments relatifs à la fabrication et à l'exploitation des installations à risques présentes dans les zones ATEX de son établissement. Pour les installations existantes, à l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 28 juillet 2003 et conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 19 décembre 1988, l'exploitant n'a pas explicitement statué sur leur conformité en regard de la zone ATEX dans laquelle elles sont exploitées.</p> <p><u>Constat de la visite du 21/09/2023</u> :</p> <p>L'exploitant a identifié les zones de l'établissement dites ATEX : zones à risque d'atmosphère explosive dues aux poussières.</p> <p>Par sondage, l'inspection a constaté sur le terrain au sein du silo béton n°1, que ces zones sont matérialisées.</p> <p>L'exploitant a présenté un plan d'intervention répertoriant les zones ATEX.</p> <p>La non-conformité NC2 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Entretien des moyens d'intervention - NC3 VI du 16/06/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2006, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
Point de contrôle déjà contrôlé : VI du 16/16/2020 (NC3)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements d'intervention sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. [...]</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La périodicité de vérification périodique de la colonne sèche est dépassée au jour de l'inspection. - Concernant les extincteurs, aucune mesure n'a été adoptée pour lever les écarts observés par l'organisme de contrôle, suite à la vérification des moyens de lutte contre l'incendie. - La réserve route de Senantes est en mauvais état (réserve différente de la réserve incendie de 120m³ présente à l'intérieur du site).
<p>Observations :</p> <p><u>Constat NC3 de la visite du 16/06/2020</u> : L'exploitant n'a pas présenté de contrôle de conformité de la colonne sèche installée sur le site.</p> <p><u>Constat de la visite du 21/09/2023</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> Concernant la colonne sèche, l'exploitant a présenté un procès verbal d'intervention sur parc colonne (référéncé 103414004-1) daté du 07/07/2022. Le contrôle de conformité de la colonne sèche installée sur le site a été effectué il y a plus d'1 an. La périodicité de vérification périodique de la colonne sèche est dépassée au jour de l'inspection. Concernant les extincteurs, les écarts observés par la société EUROFEU et notifiés à l'exploitant au travers du rapport référencé n° 103836103 ne sont pas levés. Le rapport Eurofeu n° 103836103 relatif au contrôle des moyens de lutte contre l'incendie

fait état de non-conformités, qui au jour de l'inspection ne sont toujours pas levées.
En effet, le rapport fait état de plusieurs extincteurs datant de plus de 10 ans.
A ce titre, l'exploitant a présenté à l'inspection une demande faite le 14/09/2023 relative au remplacement des extincteurs.
Par courriel daté du 21/09/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection le devis signé émanant de la société EUROFEU n° CR10849358-1 du 21/09/2023 relatif au remplacement des extincteurs.

- Concernant les poteaux incendies, par courriel reçu le 26/09/2023, l'exploitant a transmis le compte-rendu du contrôle effectué par la mairie de Coulombs ;
Ce document page 5/5 fait état d'un mauvais état de la réserve route de Senantes sans préciser la nature du mauvais état.

L'exploitant est invité à préciser l'état de cette réserve et présenter les actions correctives mises en place.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 30 jours

N° 9 : Prescriptions relatives aux silos

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2006, article 8.1.1.9
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage
Prescription contrôlée : Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.
Constats : Présence d'une accumulation de poussières dans le silo béton n°1 (Zone ATEX).
Observations : Le registre de nettoyage consulté sur place indique que le nettoyage a été effectué en juin dernier. Toutefois, l'inspection note une accumulation de poussières en particulier au niveau de la zone des transporteurs à bandes dans le silo béton n°1 qui présente un risque explosif dans cette zone dite ATEX. Il convient de réévaluer la fréquence de nettoyage. Aussi, il est demandé à l'exploitant de formaliser et transmettre à l'inspection une procédure de nettoyage précisant la fréquence et les moyens de nettoyage utilisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

Annexe 1 : AXEREA COULOMBS - AIOT 0010000164 – VI du 21/09/2023

Point n°04 – Fonctionnement des installations de transfert des céréales et système de dépoussiérage – article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié

Exigences réglementaires examinées

Article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié

« Les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur. Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.

Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.

Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme. »

Contrôles réalisés par l'inspecteur – Justifications communiquées par l'exploitant

Point de contrôle	Présence	
Manutention asservie à l'aspiration : circuit d'ensilage du silo Béton n°1 Type d'asservissement : double asservissement	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Test : circuit d'ensilage du silo Béton n°1 : cellule 10 > Transporteur de Reprise TR2 > Transporteur Latéral TL2 > Elévateur 5 > Transporteur à Bande TB2 > cellule 10 En l'absence d'aspiration, la mise en marche des transporteurs à chaînes et des élévateurs n'est pas possible :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Test : circuit d'ensilage du silo Béton n°1 : même circuit La mise à l'arrêt de l'aspiration a occasionnée l'arrêt du circuit d'ensilage du silo Béton n°1 (Alarme sonore + visuelle)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Filtres à manche : Présence d'une partie soufflable en PVC au niveau du filtre à manche du silo béton n° 1	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Transporteurs à bandes : Les transporteurs à bande sont équipés de détecteur de déport de bande :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Test : transporteur à bande d'ensilage du silo Béton n°1 La simulation d'un dysfonctionnement par actionnement manuel du détecteur de déport a occasionné la mise à l'arrêt du circuit : cellule 10 > Transporteur de Reprise TR2 > Transporteur Latéral TL2 > Elévateur 5 > Transporteur à Bande TB2 > cellule 10	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Déclenchement de l'alarme visuelle de défaut sur le synoptique de la supervision de l'installation :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Transporteurs à chaînes : circuit : cellule 10 > Transporteur de Reprise TR2 > Transporteur Latéral TL2 > Elévateur 5 > Transporteur à Bande TB2 > cellule 10 Présence de trappes de bourrage, de détecteur bourrage...	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Test : le contrôle a porté sur le circuit : cellule 10 > Transporteur de Reprise TR2 > Transporteur Latéral TL2 > Elévateur 5 > Transporteur à Bande TB2 > cellule 10 La simulation d'un dysfonctionnement par actionnement manuel de l'ouverture de la trappe de bourrage a occasionné la mise à l'arrêt du circuit :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Déclenchement de l'alarme visuelle de défaut sur le synoptique de la supervision de l'installation :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non

Observations exposées à l'exploitant au terme de l'inspection et conclusion rapportée dans la fiche de constat associée au point de contrôle n° 4 : Pas de non-respect constaté.